

**L'hon. M. Starr:** Dans la même veine, monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Finances si la déclaration qu'il a faite est exacte comme...

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur l'Orateur...

**Des voix:** Asseyez-vous!

**L'hon. M. Pickersgill:** J'invoque le Règlement.

**Des voix:** Règlement!

**L'hon. M. Pickersgill:** Je demande la parole pour un rappel au Règlement, car la période qui nous est accordée pour poser des questions est réservée aux questions urgentes qui se sont posées après les délibérations de la journée précédente; aussi ne doit-on pas l'employer pour engager un débat ni chercher à savoir si certaines déclarations que des honorables députés peuvent croire controversables sont ou non de cette catégorie.

A mon avis, si nous engageons le débat maintenant, au lieu de le faire durant la période prescrite par le Règlement de la Chambre, nous ne pourrions pas nous attaquer aux travaux inscrits à l'ordre du jour. Puisque la question du Règlement a été soulevée, je crois que l'on devrait régler cette question dès maintenant.

**L'hon. M. Starr:** A propos de ce rappel au Règlement, monsieur l'Orateur...

**M. l'Orateur:** Je voudrais répondre à la première question qui a été soulevée. Les honorables députés doivent se rendre compte qu'il m'est bien difficile de savoir si une question est acceptable avant qu'elle ait été posée. D'autre part, les deux dernières questions qui ont été posées par l'honorable député d'Ontario donnent vraiment lieu à un débat, et je ne crois pas que ce soit le moment de poser des questions de ce genre.

**L'hon. M. Starr:** Si l'on veut bien me permettre de dire un mot au sujet du rappel au Règlement posé par le secrétaire d'État, je signalerai que la question dont il s'agit ici est très urgente. On a annoncé un programme, qui est censé avoir d'importantes répercussions sur notre économie et je voudrais savoir précisément de quoi il s'agit car, selon moi, les déclarations faites par le ministre du Travail sont en contradiction avec celles du ministre des Finances. Par conséquent, ni les députés ni la population du pays ne savent à quoi s'en tenir sur la portée de ce programme.

Voici la question que je pose au ministre des Finances...

**L'hon. M. Pickersgill:** Je demande la parole pour un rappel au Règlement...

**L'hon. M. Starr:** Je voudrais savoir si la déclaration faite...

[M. MacEwan.]

**M. l'Orateur:** Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais, je croyais qu'il parlait du rappel au Règlement. Maintenant, l'honorable député pose de nouveau une question. Toutefois, me sera-t-il permis d'appeler l'attention des honorables députés sur les commentaires de Beauchesne, à la page 148:

Il n'est pas permis de mettre en doute l'exactitude des renseignements fournis à la Chambre par un ministre.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je demande la parole pour un rappel au Règlement. Il ne s'agit pas de mettre en doute l'exactitude des renseignements. Il s'agit de savoir laquelle des deux déclarations contradictoires est vraie.

**L'hon. M. Starr:** Je crois qu'en toute justice pour les députés de la Chambre, on devrait tirer au clair cette situation de façon que le pays et nous-mêmes puissions connaître exactement la politique du gouvernement à cet égard.

**M. l'Orateur:** Me serait-il permis de faire remarquer à l'honorable député qu'il a posé sa question à peu près comme ceci: «Est-il exact de dire...» et le reste.

**L'hon. M. Starr:** Puis-je alors demander au ministre des Finances si, en réponse à l'honorable député de Comox-Alberni, il a fait une déclaration exacte en disant:

Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, lorsque j'ai déclaré qu'ils se rejoindraient. J'ai voulu dire, en réalité, que le programme des travaux d'hiver et le programme à l'étude seraient appliqués de telle sorte qu'ils ne chevauchent pas.

**L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances):** Il me semble que la réponse à cette question est absolument claire même pour l'honorable député d'Ontario. S'il avait été ici, et si nous avions pu venir plus près de faire adopter les résolutions, nous aurions pu étudier le bill et toute l'affaire aurait été élucidée.

**M. Knowles:** J'invoque le Règlement. N'est-il pas vrai que le Règlement exige qu'il n'y ait pas de débat à l'ordre du jour et qu'il s'applique aux deux côtés de la Chambre?

**Des voix:** Bravo!

(Plus tard)

**Le très hon. M. Diefenbaker:** J'aimerais poser au ministre des Finances une question découlant de la réponse qu'il a donnée hier à mon honorable ami le député de Digby-Annapolis-Kings. La question avait trait à la subvention de \$500 qui sera versée au premier acheteur d'une maison neuve. Sur quelle base cette réponse a-t-elle été donnée? Se fonde-t-elle sur un règlement qui a été adopté, ou sur un décret du conseil?